

## Bulletin d'histoire politique

# Le discours sur l'identité du Canada comme nation dans l'historiographie canadienne-anglaise de la Première Guerre mondiale à aujourd'hui : essai d'interprétation

Simon Couillard



Volume 25, numéro 3, printemps 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1039753ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1039753ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique  
VLB éditeur

### ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer cet article

Couillard, S. (2017). Le discours sur l'identité du Canada comme nation dans l'historiographie canadienne-anglaise de la Première Guerre mondiale à aujourd'hui : essai d'interprétation. *Bulletin d'histoire politique*, 25(3), 219–244. <https://doi.org/10.7202/1039753ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2017

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# Le discours sur l'identité du Canada comme nation dans l'historiographie canadienne-anglaise de la Première Guerre mondiale à aujourd'hui : essai d'interprétation\*

SIMON COUILLARD<sup>1</sup>

*Centre interuniversitaire d'études québécoises  
Université du Québec à Trois-Rivières*

L'historien Desmond Morton posait la question de l'histoire nationale au Canada en ces termes à la fin des années 1990 : « Comment un livre sur le Canada et les Canadiens peut-il être décrit comme une "histoire nationale", alors qu'il y a au moins "deux nations" et, si nous tenons compte des peuples autochtones, plus de six cents nations à l'intérieur des immenses frontières du Canada<sup>2</sup>? » La réponse, pour Morton, consistait à renoncer tout simplement à l'étiquette « nationale ». « Ma version se proposait de relater quantité d'histoires possibles d'un peuple et d'un pays que la plupart connaissent sous le vocable de Canadien ou Canada<sup>3</sup> », affirmait-il au sujet de son livre, *A Short History of Canada*<sup>4</sup>. Pour Morton, il serait donc possible de faire l'histoire d'un « peuple canadien », mais non celle d'une « nation canadienne ». Nous n'adhérons pas à ce distinguo. L'histoire de Morton est une histoire nationale, au même titre que celle de ses prédécesseurs dont il sera question dans cet article. L'historiographie nationale canadienne implique au départ (caractéristique essentielle) un parti pris en faveur de l'identité du Canada comme nation (nous entendons par là l'idée que, sur un plan fondamental, les Canadiens sont les mêmes ou qu'ils partagent un « destin » commun)<sup>5</sup>. Quel est ce collectif dont on fait l'histoire ? Quelles sont ses origines ? Quelles questions pose-t-on pour en connaître le passé ? En fin de compte, Morton propose un récit qui tâche de cerner une collectivité (pan)canadienne, qu'on la nomme « peuple » ou « nation ».

\* Cet article scientifique a été évalué par deux experts anonymes externes, que le Comité de rédaction tient à remercier.

On compte de nombreux travaux sur l'historiographie nationale au Canada anglais<sup>6</sup>. Carl Berger a fait un portrait intellectuel des historiens canadiens-anglais depuis Adam Shortt et George Wrong jusqu'à W. L. Morton, Donald Wright a étudié le processus de professionnalisation de l'histoire à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et Laurence Cros a répertorié les thèmes qui mobilisent les historiens du Canada anglais au fil du temps. Chacune de ces approches est incontestablement méritoire. Le livre de Berger est une œuvre phare. En accord avec l'approche de ce dernier, nous procédons à partir des historiens majeurs pour illustrer un angle qui est resté quelque peu dans l'ombre des analyses ultérieures.

Nous voulons mettre en relief les événements historiques déterminants qui conditionnent l'énonciation du récit national canadien et interagissent avec le travail d'enquête dans les histoires nationales offertes aux Canadiens par les historiens canadiens-anglais depuis la Première Guerre mondiale. La période choisie correspond à celle du développement de l'histoire professionnelle au Canada anglais, une période, donc, essentiellement définie par la rupture avec l'historiographie traditionnelle et ses normes, bien qu'il ne s'ensuive pas une éclipse totale de cette dernière. Si, en historiographie nationale, il s'agit dans les deux cas de faire l'histoire, et de définir ainsi l'identité historique, de la « nation canadienne », le sens de l'entreprise, dans la perspective traditionnelle<sup>7</sup>, est contenu par une nécessité pédagogique, civique et politique, à savoir l'édification du caractère (pour le citoyen de manière générale) et l'instruction au gouvernement (pour le politicien), alors que la perspective professionnelle revendique un seul étalon: la fidélité aux faits et au réel.

Au Canada anglais, l'historiographie « professionnelle » a historiquement recouru à des modèles conceptuels et déductifs pour formuler le récit national et s'assurer de son adéquation à la réalité<sup>8</sup>. Aujourd'hui, les historiens canadiens-anglais désignent ces modèles tout simplement comme « *frameworks* ». Dans le cadre de cet article, nous nous proposons de décrire l'origine et l'évolution de ces *frameworks* depuis les débuts de l'historiographie professionnelle au Canada anglais jusqu'à aujourd'hui et d'apprécier les événements historiques qui les conditionnent, et ceux qui les disqualifient ultimement. Le texte qui suit comporte trois parties dont l'axe, pour chacune, est un événement historique déterminant eu égard à la formulation de nouveaux *frameworks*.

### **Le rôle des deux guerres mondiales dans l'éveil d'une conscience nationale canadienne-anglaise**

Le Traité de Versailles a non seulement consacré la victoire de la Triple-Entente sur les empires centraux, mais il a aussi marqué celle du droit à l'autodétermination des peuples. Le nouvel ordre mondial a en effet exigé

que l'on repense les rapports entre l'État et la nation, et d'abord la légitimité de celui-là en fonction de celle-ci. Chez nous, les historiens canadiens-anglais ont compris qu'il leur fallait désormais coopter les Canadiens français dans leur représentation de la nation canadienne. Les historiens de l'entre-deux-guerres ont proposé deux façons complémentaires d'y parvenir: 1) réhabiliter certains politiciens canadiens-français et 2) atténuer l'importance des facteurs culturels dans la définition de la nation. Puis, après la Deuxième Guerre mondiale, le Canada a pris ses distances avec la Grande-Bretagne et s'est engagé dans la construction de nouveaux symboles nationaux, notamment une nouvelle loi sur la citoyenneté et un drapeau. À partir de cette période, et jusqu'au milieu des années 1960, l'historiographie nationale canadienne-anglaise connaît son apogée.

### *An unmilitary people? : La nation dans les tranchées*

Plusieurs historiens ont noté que la Première Guerre mondiale et ses suites ont constitué un événement déterminant pour l'historiographie canadienne-anglaise<sup>9</sup>. Il y a d'abord cette prise de conscience au sein du *Canadian Corps* d'une appartenance nationale distincte vécue dans les tranchées et à travers l'expérience de la guerre. Combattent dans le *Corps* des historiens comme Frank Underhill, Arthur Lower et Harold Innis<sup>10</sup>. Tous témoignent avoir vécu sur les champs de bataille européens une expérience de solidarité déterminante qui a influencé la manière dont ils ont pensé le Canada et son histoire.

Il faut voir également que cette prise de conscience coïncide, à la fin de la guerre, avec la victoire politique et intellectuelle du wilsonisme, qui consacre le droit à l'autodétermination des peuples<sup>11</sup>. Au Canada comme ailleurs, il faut désormais repenser la nation, sa nature, sa légitimité, etc. Et comment penser l'existence d'un peuple ou d'une nation canadienne sans confronter l'évidence de sa dualité culturelle interne, entre Canadiens français et Canadien anglais? La réponse trouvée par la génération d'historiens de l'entre-deux-guerres est que, d'une part, malgré leurs différences (qui demeurent très généralement stéréotypées et au détriment des Canadiens français<sup>12</sup>), les Canadiens anglais et les Canadiens français ont en commun une histoire qui témoigne de réussites politiques. Certains Canadiens français méritoires, dans le cadre de leur participation aux institutions politiques du Canada, devaient devenir des héros canadiens. C'est en ce sens qu'il faut comprendre l'invitation faite par l'historien W.S. Wallace à ses concitoyens en 1920:

[...] Cartier pinned his faith to the doctrine of an all-Canadian nationalism, and implicitly disowned the ideal of an intransigent French-Canadian nationalism [...]. That he,

the French-Canadian leader of the house, should have been the first among the leading politicians of that day to embrace whole-heartedly the idea of «the new nationality», and that he should have given that idea such a sound philosophical basis, is a fact which English Canadians to-day might do well to ponder<sup>13</sup>.

L'historiographie traditionnelle canadienne-anglaise avait condamné sans équivoque Louis-Joseph Papineau<sup>14</sup>. Dans l'historiographie moderniste ou post-1918, même si le portrait est infiniment moins sévère, le leader patriote conserve cette intempérance qui en fait un «méchant» de l'histoire canadienne, un extrémiste et un radical<sup>15</sup>. À partir de l'entre-deux-guerres, les historiens transformeront cependant les hommes politiques canadiens-français qui, après les Rébellions, auront collaboré à mettre en œuvre le gouvernement responsable et la Confédération, en de vénérables pères de la nation (pan)canadienne<sup>16</sup>.

Si la critique historique, à partir de cette époque, a décrié le caractère ethnique du nationalisme canadien-français<sup>17</sup>, elle a dû néanmoins reconnaître qu'il se trouvait parmi les Canadiens français des hommes d'exception qui avaient eu le mérite de collaborer avec le Canada anglais. Pour l'historiographie nationale canadienne-anglaise depuis l'entre-deux-guerres, le plus important de ces personnages a été sans contredit George-Étienne Cartier, comme l'estimait Wallace. Cela explique, d'ailleurs et à titre d'exemple récent, pourquoi Desmond Morton a intitulé son chapitre sur le Canada français entre la Conquête et l'Union, dans *A Short History of Canada*, «Cartier's Quebec».

Lower résumera cette nouvelle perspective sur la nation canadienne de la manière suivante : « The task of preserving the classical English inheritance of freedom based on compromise and adapting it to Canadian usage is one upon which we are still engaged. All honour to the many men not in the direct English tradition, to the Baldwins and Mackenzies, the Lafontaines and Blakes, who fought so valiantly to that end<sup>18</sup> ». Cette idée du compromis au cœur de l'action constitutionnelle des héros politiques canadiens (contrairement au choix de l'action violente et non constitutionnelle qui a été celui de Louis-Joseph Papineau) qui savent transcender leur appartenance ethnoculturelle est, aujourd'hui, toujours vivante, du moins chez les fédéralistes francophones<sup>19</sup>.

Au début des années 1920, une autre voie s'offre cependant pour penser l'histoire et l'identité du Canada comme une seule nation. Harold Innis est célèbre dans l'historiographie canadienne-anglaise pour avoir adapté la théorie des «*staples*» à l'interprétation de l'histoire canadienne. Pour Innis, l'évolution de la société canadienne, de ses structures sociales et politiques, est déterminée par l'exploitation successive de diverses «*staples commodities*», c'est-à-dire des produits bruts ou primaires, prélevés dans la nature et directement commercialisables sur les marchés métropoli-

tains : morue, fourrure, bois, blé. Si un crédit substantiel lui revient pour avoir montré la pertinence de cette idée dans son célèbre ouvrage *The Fur Trade in Canada*<sup>20</sup>, W.A. Mackintosh (lui aussi formé à l'économie politique à l'Université de Chicago) a, le premier, proposé d'appliquer cette théorie pour comprendre la nation et l'histoire canadienne<sup>21</sup>. Son idée est d'accorder les thèses de G.S. Callender<sup>22</sup> sur les *staples* et de F. J. Turner<sup>23</sup> sur la frontière et de soumettre au modèle le cas canadien. Après une brève analyse, Mackintosh est convaincu que le rapport à la frontière, déterminé par l'exploitation des *staples*, a créé une nation distincte au nord du 49<sup>e</sup> parallèle, autre chose que « a collection of racial types<sup>24</sup> ».

Arthur Lower a poursuivi la thèse d'Innis et Mackintosh en étudiant le rôle et l'évolution de l'industrie forestière au Canada dans son premier livre publié. De son côté, Donald Creighton l'a amenée à ses conclusions logiques à travers sa « thèse laurentienne<sup>25</sup> » selon laquelle l'extension des frontières territoriales du Canada traduit l'extension économique du bassin hydrographique du fleuve Saint-Laurent dans le cadre du commerce entre l'Europe et la colonie. L'hypothèse de Mackintosh finit donc par trouver une preuve historique convaincante et documentée : on a pu affirmer que, dans une certaine perspective, il n'y a pas de différence déterminante entre le Canada français et le Canada anglais, le dernier étant en continuité du premier.

### *Farewell Britannia : Une séparation difficile au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale*

Bien qu'il ait participé à l'édification du paradigme des *staples*, Lower va demeurer entre les deux traditions issues des années 1920. Lecteur attentif de Turner, il évite de faire dire à celui-ci ce qu'il ne dit pas, à savoir que la frontière engendre la nation. Ce que retient plutôt Lower, c'est que la frontière favorise le nationalisme dans la mesure où les pionniers demandent à leur gouvernement des mesures d'aide particulière à leur contexte. En ce sens, il lui apparaît que le gouvernement responsable est un produit typiquement canadien, quelque chose qui répond de la vie au Canada, de la réalité économique des Canadiens<sup>26</sup>.

Ainsi, pour Lower, bien que la « connexion britannique » ait assuré historiquement l'identité du Canada comme nation<sup>27</sup>, c'est plutôt sa fin, à la suite de la Deuxième Guerre mondiale<sup>28</sup>, qui a permis l'avènement définitif d'une véritable nation canadienne. C'est à cette époque (1946) que Lower publie sa célèbre synthèse d'histoire nationale, *Colony to Nation*. Cette œuvre a fini par constituer un classique, et on ne compte plus le nombre de références, dans la critique actuelle, au paradigme « *colony to nation* » en histoire nationale du Canada. Par-delà la question de ses qualités intrinsèques, il faut souligner que la synthèse de Lower arrivait à point nommé.

En effet, un peu comme la Première, la Seconde Guerre mondiale a servi de catalyseur à la conscience nationale canadienne-anglaise. Fiers de leurs exploits militaires et de la prospérité nouvelle de leur pays, les Canadiens anglais s'engagent dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle confiants en leurs capacités collectives. C'est sur cette confiance et cette fierté que mise le premier ministre Mackenzie King lors des élections de 1945, promettant une nouvelle citoyenneté canadienne et un nouveau drapeau. Ces deux mesures, dont la deuxième sera longtemps différée, ont suscité une large discussion au Canada anglais au sujet de l'identité nationale du Canada et de la place qu'y tient l'appartenance britannique, comme en témoigne José Igartua qui prétend, après analyse des cursus scolaires et de la presse du Canada anglais de l'époque, que « the flag debate marked the end of the British view of Canada<sup>29</sup> ». Chose certaine, la trame « de colonie à nation » était admirablement bien choisie dans le contexte de l'immédiat après-guerre, puisqu'elle tend à concilier l'idée d'une identité « nouvelle » et la filiation britannique du Canada comme l'exige le sentiment canadien-anglais de l'époque.

Les années 1950 et le début des années 1960 consacrent une prise de distance accrue du Canada face à la Grande-Bretagne, notamment après la crise du canal de Suez. Et alors que la Grande-Bretagne pose pour la première fois sa candidature à la Communauté économique européenne en 1961 et qu'elle passe le *Commonwealth Immigration Act*, qui annule le droit automatique d'entrée pour les citoyens du Commonwealth l'année suivante, il y a lieu pour les Canadiens anglais de remettre radicalement en question leur connexion identitaire et symbolique à l'Empire et au Commonwealth. Parallèlement à ce phénomène, les forces internes de la Confédération se réalignent d'une part en fonction de la question de la place du Québec en son sein et d'autre part à cause de la montée des régionalismes dans l'Ouest et les provinces atlantiques.

Les victoires du Parti libéral de Jean Lesage en 1960 et en 1962, ainsi que le « Maîtres chez nous ! », créent une onde de choc au pays. Il paraît en effet exigeant de concilier les demandes émanant de la « belle province » pour une plus grande autonomie politique et le projet d'unité qui fait l'arrière-fond des débats sur l'identité nationale du Canada, au Canada anglais, depuis le milieu des années 1940. Également, les années 1960 voient la montée des régionalismes dans l'Ouest et dans les provinces atlantiques, comme en témoigne ultimement la publication des « *Prairie Perspectives* » et de la revue *Acadiensis*, à partir du début des années 1970. À l'approche du centenaire de la Confédération, en 1967, année durant laquelle la Commission Laurendeau-Dunton remet son rapport final qui recommande entre autres une plus grande autonomie pour le Québec, le Canada semble de plus en plus désuni. Malgré cela, entre le début et la fin de la décennie, certains événements contribuent à consolider une repré-



sentation unitaire du Canada, notamment en 1964 lorsque le drapeau unifolié fut finalement adopté par le Parlement fédéral. Quelques mois auparavant, W. L. Morton, un historien de l'Ouest, publiait *The Kingdom of Canada*<sup>30</sup>.

Dans un discours pour la *Canadian Historical Association* prononcé en 1960<sup>31</sup>, W. L. Morton situait la pertinence de l'historiographie nationale canadienne dans la façon dont elle interprète les relations existantes entre les quatre facteurs permanents de l'Histoire du Canada, tels qu'il les conçoit : un caractère nordique (dans le sens du déterminisme géoéconomique de Mackintosh, Innis et Creighton), une dépendance historique (à une culture et une économie métropolitaines), un gouvernement monarchique et une destinée nationale (Morton maintient la distinction, héritée de Lower, entre une période coloniale et une période nationale de l'histoire canadienne). Par son cadre, il paraît résumer en une perspective unique la tradition historiographique qui le précède, ce qui expose celle-ci à une critique renouvelée.

À l'époque, la thèse du caractère « organique » du Canada devait déjà être conjuguée avec la tendance à l'accroissement des échanges commerciaux avec les États-Unis<sup>32</sup>. Si, sur le plan culturel, on pouvait toujours soutenir que « [...] the existence in Canadian art and literature of distinctive qualities engendered by the experience of northern life<sup>33</sup> » – une idée (*distinctive qualities*) qui n'est pas sans soulever certains problèmes –, sur le plan économique, il devenait plus difficile de plaider l'existence d'un ensemble canadien étanche, uni, compact. Et si, pour Morton, la dualité culturelle se résolvait en une « *transmutation* » nationale qui faisait des deux cultures des variations d'une même expérience (1) du territoire (2) de l'histoire et (3) du « [...] common allegiance in law and spirit to the traditions and the Crown of that land<sup>34</sup> », nous montrerons plus loin comment le nationalisme québécois, à partir de la fin de la décennie 1960, affectera cette dernière condition de l'identité du Canada comme nation. C'est sans doute pourquoi la montée de l'indépendantisme québécois a tant troublé Morton, comme l'avait noté Carl Berger :

In 1960 he had treated the historical experiences of Canada's two main cultural groups as variations on a common way of life, a shared engagement with the northern position of their country, and a common allegiance to the Crown and monarchical institutions. By the spring of 1963 it seemed that these and other certitudes that he had casually accepted no longer enjoyed popular support. The period, he confessed, was one of profound depression in his life, a time in which British-Canadian world he had known and taken for granted had collapsed<sup>35</sup>.

Si la synthèse de Morton paraissait reprendre et résumer un siècle de travail des historiens canadiens-anglais, elle avait aussi la fragilité d'entraîner toute une tradition historiographique, depuis les années 1920, dans



une sorte de chant du cygne. Cette tradition avait cherché à unir les Canadiens anglais et les Canadiens français dans un récit qui faisait du Canada une seule nation. Nous verrons dans la prochaine section comment la nouvelle génération d'historiens canadiens-anglais a dû composer avec la réalité désormais québécoise et les grands moments de son affirmation nationale entre les années 1960 et 2000.

### ***The sundering process*: quatre décennies de « désintégration<sup>36</sup> » et de tâtonnements**

Les quatre décennies qui suivent sont particulièrement riches en événements politiques au Québec et au Canada avec l'élection du Parti québécois en 1976, les deux référendums québécois, le rapatriement de la Constitution et l'échec des accords de Meech et de Charlottetown, pour ne nommer que les plus saillants. Inversement, pour l'histoire nationale au Canada anglais, il s'agit d'une période relativement pauvre. À l'aube des années 2000, les historiens constatent avec une certaine impatience leur incapacité collective à dire ce qu'est le Canada, à raconter son histoire.

La seconde moitié des années 1960 représente un tournant dans l'historiographie canadienne. C'est aussi le début d'un changement politique au Canada avec l'élection de Pierre Elliott Trudeau comme premier ministre en 1968, l'adoption de la *Loi sur les langues officielles* l'année suivante et celle d'une politique officielle du multiculturalisme en 1971. Au Québec, on assiste à la création du Parti québécois sous le leadership de René Lévesque, un point marquant de la Révolution tranquille initiée au tournant de la décennie. Ces événements vont s'inscrire rétrospectivement dans la conscience collective comme des moments fondateurs. Les sociétés canadienne et québécoise connaissent de grands bouleversements, et cela se traduit par d'importants questionnements existentiels dont on retrouve la trace dans les débats historiens. Dans les textes publiés à partir des années 1990 sur la question de l'historiographie au Canada anglais<sup>37</sup>, les réflexions de J. M. S. Careless et de Ramsay Cook à la fin des années 1960 au sujet des « identités limitées » du Canada sont réputées déterminantes pour le destin de l'historiographie nationale au Canada anglais.

C'est un passage, à la fin d'un article de Ramsay Cook datant de 1967, qui paraîtra résumer le programme de toute une nouvelle génération d'historiens canadiens-anglais: « Perhaps instead of constantly deploring our lack of identity we should attempt to understand and explain the regional, ethnic and class identities that we do have. It might just be that it is in these limited identities that "Canadianism" is found [...] »<sup>38</sup>. Le premier à revendiquer ouvertement ce programme est J. M. S. Careless, en 1969<sup>39</sup>. Dans « *Limited Identities* » in *Canada*, Careless remarque ainsi que

l'existence du fait français au Canada fait obstacle à la possibilité d'un récit centré sur les grands personnages de l'histoire canadienne («There are the good guys and the bad, the unifying nation-builders and their foes; though one trouble is that the characters often change hats and whiskers in the French-language version<sup>40</sup>»). Il lui semble qu'il faudrait tenir compte de cette impossibilité, qu'il faudrait renoncer à vouloir construire un tel récit. De toute façon, il n'y aurait pas que la différence entre Canadiens anglais et Canadiens français qui compte au Canada puisqu'il y aurait «[...] several English Canadas [...]»<sup>41</sup>. Careless envisageait une diversité canadienne faisant une dans le cadre d'un État-nation canadien qui se serait perpétué à cause de son respect pour les régionalismes<sup>42</sup>.

Pour Careless, le XX<sup>e</sup> siècle aurait vu cette régionalisation se consolider, notamment à cause du processus d'urbanisation. Dans l'étendue du territoire canadien, le développement urbain se serait fait à partir de différents centres métropolitains qui «[...] have organized broad regional hinterlands [...]»<sup>43</sup>, un schéma distinct de celui qui a cours aux États-Unis où le développement a été «[...] far more complex, containing many counter-pulls; with more sizable cities and tiers of cities, more regions and subregions, and also more states<sup>44</sup>».

Careless concluait que «[...] the true theme of the country's history in the twentieth century is not nation building but region building<sup>45</sup>». Cette caractéristique du «pattern» canadien, dans le cadre des relations internes à l'État entre les différentes régions, aurait produit un «canadianisme» commun: «[...] [T]he distinctive nature of much of Canadian experience has produced a continent-wide entity identifiable in its very pluralism, constraints, and compromises<sup>46</sup>».

La thèse des *limited identities*, à l'époque, constituait donc un paradigme nouveau pour une historiographie canadienne en quête de perspective nationale, un paradigme qui faisait place à la méthode nouvelle de la *new social history*, sous l'égide de laquelle les historiens avaient tendu à s'éloigner de la politique et de la nation au profit de l'histoire sociale, économique ou culturelle. Remarquons également que les *limited identities* fournissaient l'occasion de comprendre, tout en la banalisant, l'apparente sécession symbolique des «*French-speaking Canadians*». À terme, cependant, Cook et Careless prirent leurs distances du paradigme<sup>47</sup>. Quelque dix ans après la parution de son article, et quelques mois après le premier référendum québécois, le dernier considérait qu'il était temps de «[...] come up for air and look around<sup>48</sup>», les héritiers ayant fini par négliger la «national mediating structure<sup>49</sup>» de ces identités limitées. Ce qu'il aurait fallu ne pas oublier, selon Careless au début des années 1980, c'est que «limited identities [...] were themselves a reflection of a Canadian national attribute [...]. Hence the very expression of a limited identity is a manifestation of Canadian identity itself<sup>50</sup>».

Les événements qui ont marqué par la suite la vie politique canadienne, le rapatriement de la Constitution, les débats autour des accords du lac Meech et de Charlottetown, vont porter un dur coup à la thèse des *limited identities* chez les historiens du Canada anglais. C'est cependant le procès initié par Michael Bliss<sup>51</sup> et poursuivi par Jack Granatstein<sup>52</sup> contre l'état de la recherche et de l'enseignement en histoire au Canada (qui entraînaient, selon eux, la formation d'une conscience nationale chez les Canadiens) qui saisira durablement la profession historique sur la question des dangers de cette approche, et ce, dans un contexte de crise constitutionnelle et de possible sécession du Québec (la décennie 1990). Pour Gail Cuthbert Brandt, «Bliss's attack on the new scholarship sparked a vigorous and ongoing debate among Canadian historians about the purpose and nature of their craft<sup>53</sup>».

Selon Bliss, les historiens de sa génération auraient alimenté le «processus de désintégration» (*sundering process*) de l'histoire canadienne, dont la manifestation serait «[...] a series of unconnected histories of regions and multicultural ethnicity<sup>54</sup>». Ils auraient perdu de vue les thèmes structurant de cette histoire, les «[...] old themes of Donald Creighton's graduate seminar – Confederation, federalism, English-French relations, commercial policy, Macdonald, Laurier, King, how to govern Canada [...]»<sup>55</sup>. Ce faisant, ils auraient compromis l'avenir du pays<sup>56</sup>.

La réponse des historiens au plaidoyer de Bliss n'a pas tardé. D'abord, certains ont réagi à l'article dans une publication ultérieure du *Journal of Canadian Studies*, mais la polémique s'est rapidement répandue dans l'ensemble de la profession, suscitant ainsi un large débat qui a eu cours jusqu'aux années 2000. Dans le *Journal*, d'abord, Gregory S. Kealey dénonçait le rôle que Bliss assignait à la thèse des *limited identities* comme paradigme alternatif à une histoire du Canada. Pour Kealey, la proposition de Careless et Ramsay Cook «[...] simply drew attention to the inadequacies of older national synthetic views and correctly promoted the study of class, ethnicity, and region (in its later restatements expanded to include gender and race)<sup>57</sup>». Dans le même numéro, Linda Kealey, Ruth Pierson, Joan Sangster et Veronica Strong-Boag s'interrogeaient pour leur part sur la conception de la «nation» qui était celle de Bliss et sur son «[...] understanding of who our national leaders *should* be<sup>58</sup>». L'histoire de la nation canadienne, telle qu'il l'envisageait, était selon elles insuffisante pour rendre compte de l'expérience vécue des Canadiens: «[A] definition of the political [...] must include gender relations, natives issues, class and regional differences if it is to mean anything in our country<sup>59</sup>».

La parution en 1998 de l'essai-manifeste de Jack Granatstein, *Who Killed Canadian History?* a ravivé les passions et donné un nouveau souffle à la polémique. Comme Bliss, Granatstein considérait qu'on avait négligé l'histoire de la «nation» et du «peuple» canadien, et que c'était

le paradigme des *limited identities* qui en était responsable. Non seulement cela représentait-il un danger pour l'unité et l'avenir du Canada (rappelons qu'entre Bliss et Granatstein, il y a eu le référendum de 1995), mais l'auteur considérait que cette négligence témoignait de la dérive de l'histoire comme discipline: «fewer and fewer university professors write history in anything but undigestible small chunks of interest only to specialists<sup>60</sup>».

Granatstein décrivait son trouble en ces termes: «[...] Canada can never be a strong nation (or even two nations) if it does not teach its past to its people. The country needs a nationally based [...] history curriculum [...]»<sup>61</sup> (nous soulignons). Un redressement s'imposait et il lui semblait important qu'on établisse des «standards for Canadian history [that] reflect both the country's diversity and its commonalities<sup>62</sup>», que «[...] focus should be on the ordinary people and the leaders, on the failures and the successes of our governments and people<sup>63</sup>». En fait, Granatstein souhaitait la restauration d'une histoire politique qui ne renie pas, comme le voudrait apparemment la doxa multiculturelle, les racines britanniques de la «nation canadienne».

Granatstein, Bliss et Careless, malgré leurs différences, affrontaient donc un même problème d'«unité dans la diversité<sup>64</sup>» qui résume bien l'impasse dans laquelle se trouvait l'histoire nationale au Canada anglais entre les années 1970 et 2000. Les sarcasmes qui parsèment l'essai de Granatstein traduisent, à sa façon, une exaspération partagée dont on ne pourrait trouver formule plus claire que celle de Doug Owsram en 1997: «The profession seems unable to bring all its efforts together and to say, at least tentatively, "this is Canada"<sup>65</sup>».

Owsram en appelait à la création d'un nouveau «*framework*» pour sortir l'histoire nationale de cette situation impossible<sup>66</sup>. Granatstein ne le concevait que dans un retour au paradigme traditionnel, bien qu'épuré et bonifié. Ce faisant, il a suscité de fortes réactions parmi ses collègues<sup>67</sup> dont les recherches se voyaient largement disqualifiées par lui. Dans sa réplique à *Who Killed Canadian History?*, A. B. McKillop dénonçait ainsi le contenu restreint de l'identité nationale du Canada pour Granatstein. Son «*framework*» lui apparaissait dépassé, au même titre que les États-nations eux-mêmes dans un contexte de mondialisation triomphante. Pour McKillop, «the displacement of national history coincided with the death of the nineteenth-century conception of the nature and role of the nation-state<sup>68</sup>», il était désormais inconcevable de définir la nation par un récit à l'ancienne mode qui s'articule autour de la construction de l'État canadien (les «vieux thèmes» de Donald Creighton, dans la conception de Bliss et Granatstein). Par ailleurs, le recul aurait permis une meilleure compréhension de ses lacunes et de ses vices plus graves, notamment les stéréotypes à l'égard des Canadiens français et des immigrants.

Loin de voir un événement dramatique et déterminant dans la publication des articles de Cook et Careless, McKillop jugeait que la diversification des intérêts historiques avait simplement fait écho à la pluralité inhérente au monde moderne, pour lequel le récit traditionnel ne constituait plus un cadre d'interprétation assez riche. Il y aurait eu là un événement politique, davantage qu'historiographique, et Granatstein n'avait qu'initié une mauvaise querelle avec ses pairs, car «while the shift towards social history beginning in the 1970s turned away from nationalism as an integrating principle for historical research, it was not an attempt to evade the problems of Canadian confederation [...]. What they did abandon is a national history that excludes the peoples of Canada<sup>69</sup>». McKillop se trouvait néanmoins en accord avec Bliss et Granatstein pour constater que les historiens n'avaient pu produire une nouvelle synthèse d'histoire nationale du Canada depuis W. L. Morton, à l'exception de Desmond Morton. Il en concluait que «historians may not yet have managed to forge an appropriate new synthesis of Canadian history, but this would require a fundamental rethinking of the meaning and shape of the very idea of nation at a time when, throughout the world, nations and their identities are in flux<sup>70</sup>» (nous soulignons).

Si, à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, ces historiens canadiens-anglais attendaient la parution d'une nouvelle synthèse appropriée d'histoire du Canada, la production issue de la première décennie des années 2000 a-t-elle pu combler certaines de leurs attentes? La prochaine section décrit la façon dont certains historiens canadiens-anglais du XXI<sup>e</sup> siècle s'y sont pris pour sortir de l'impasse que les premiers ont identifiée à travers leurs réflexions sur l'héritage des *limited identities*.

### *I am Canadian: Le liberal order framework comme voie de salut?*

Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, on constate une reprise dans la publication de synthèses d'histoire nationale du Canada en un seul volume au Canada anglais. Certains ont vu une influence déterminante dans la production et la diffusion de la série *Canada: A People's History* par CBC/Radio-Canada<sup>71</sup>. Dans le sillage de Desmond Morton, ou en fonction de séries internationales de prestige, se sont succédé les histoires aux intitulés du type *A* (ou *The*) *Something History of Canada*. Roger Riendeau<sup>72</sup>, H. V. Nelles<sup>73</sup>, Robert Bothwell<sup>74</sup> et Margaret Conrad<sup>75</sup> ont proposé de nouvelles synthèses d'histoire du Canada, remportant pour les uns un succès commercial, pour les autres l'estime des pairs. Sur les quatre auteurs, dans la perspective de cet article, nous retenons Nelles et Conrad pour la raison que ces historiens professionnels revendiquent explicitement un «*framework*» nouveau.

Nelles recourt à un «*framework*» de «*transformation*»: «Canadian history is not the story of a single people realizing their nationhood along the

European model. Nor is it the story of a revolutionary society forging an integral new nationality out of the old through struggle, along the lines of the United States. Canadian history is a story of transformations that continue<sup>76</sup>. » Au fil de transformations, le Canada se révélerait comme un « Triumph of politics ». « [...] I would agree, écrit Nelles, with the general proposition that Canada presents an alternative story of adjustment, accommodation, and continuous negotiation<sup>77</sup> ».

*A Little History of Canada* a connu un grand succès populaire, mais le « *framework* » de la transformation n'a pas convaincu pleinement la critique. D'une part, Magda Fahrni<sup>78</sup> a noté le rôle de figuration qui est celui du Québec dans la proposition de Nelles, où à l'exception de brèves apparitions lors des épisodes des Rébellions de 1837-1838 et de la Confédération de 1867, il est essentiellement « dormant » entre 1760 et 1960 (Nelles écrit qu'à cette date « Quebec awakened as if from a long sleep »).

Une autre critique est venue d'Ian McKay pour qui la synthèse de Nelles « [...] succeeds partially in describing Canada as a dance of transformations<sup>79</sup> ». Il notait cependant certaines lacunes importantes, comme l'absence des personnages féminins (seulement trois si on compte Évangéline, le personnage fictif de Longfellow), le portrait unidimensionnel du Québec d'avant 1960 (« *passively self-absorbed* »), un réseau sémantique négatif (« *terror* », « *terrorist* », « *terrifying* », « *treachery* », etc.) associé à l'« Autre » iroquois, français ou felquiste (« it appears that such terror, treachery and chilliness are rarely, if ever, associated with British colonizers or Canadian Dominion-builders<sup>80</sup> ») et l'absence d'une description de la vie culturelle.

Lorsque le livre de Nelles fut publié, McKay avait lui-même déjà mis de l'avant son propre *framework*<sup>81</sup>, qui a, depuis, connu un certain succès de l'autre côté de l'Outaouais<sup>82</sup> : le *liberal order framework*. Dans sa synthèse, Conrad se revendique justement de ce dernier. Pour McKay, les transformations et les ajustements qui caractérisent le Canada sont attribuables à cette matrice (le *liberal order*) dans laquelle s'inscrit de façon nécessaire l'ensemble des acteurs politiques au Canada entre le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et le milieu du XX<sup>e</sup>. C'est un ordre, réglé dès le départ par les principes libéraux hérités de la tradition britannique, qui agit dans la pratique (sociale, économique et politique) comme une contrainte qui « encourages and seeks to extend across time and space a belief in the epistemological and ontological primacy of the category "individual"<sup>83</sup> ».

À partir de ce *framework*, l'histoire du Canada peut être assimilée au déroulement d'une gouvernance libérale à travers le temps, une gouvernance qui évolue, selon McKay, au rythme d'une dialectique interne réglée par les luttes de reconnaissance menées par les subalternes (femmes, travailleurs, Amérindiens, minorités ethniques)<sup>84</sup>. Il faudrait saisir les récits multiples de ces derniers du point de vue de cette gouvernance, ce qui



traduirait une reconnaissance toujours plus grande des minoritaires comme «individus», responsables et autonomes. C'est cette dialectique «individualisante» et libérale qui ferait l'identité et la cohérence du Canada comme nation. À partir d'un tel angle, «[...] Canada becomes less a self-evident and obvious unit, and more an arrestingly contradictory, complicated, and yet coherent process of liberal rule<sup>85</sup>».

Dans son article, McKay mentionnait qu'il fallait envisager «a way of doing history that locate the "problem of Canada" within the history of power relations [...]»<sup>86</sup>. Dans le livre de Constant et Ducharme, près d'une décennie plus tard, il précisait cette idée de la manière suivante :

The Problem of Canada – that is, how one nation-state could have emerged from such an extraordinarily heterogeneous set of societies, encompassing both kin-ordered social formations that predominated in most of the territory and the various «neo-Europes», feudal, mercantile, and agrarian-capitalist, that made up the remainder – can best be tackled by looking, first, at the interests, practices, and ideas of those who initiated this project of state formation; second, at those who either resisted or welcomed this project, and thereby partially reshaped it; and third, at the ways in which this dynamic was managed over the longer term by major institutions within the state and civil society, which acquired their own interests and traditions within it<sup>87</sup>.

Le problème du Canada renvoie donc ultimement à la question de l'État et à celle de la libéralisation de la société par l'action des institutions.

Il ne serait donc pas étonnant, si l'on devait adopter cette perspective pour comprendre l'histoire canadienne par-delà le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, que le trudeauisme occupe une place centrale dans notre passé récent. On peut d'ailleurs en juger par la périodisation qui caractérise les derniers chapitres de l'ouvrage de Conrad (1945-1984, 1984-2011). Pourquoi cette matrice devrait-elle disparaître complètement après l'incorporation de Terre-Neuve et résister à sa mise en récit? Pour Conrad, la dialectique «individualisante» au Canada s'est poursuivie jusqu'à nous (l'ouvrage date de 2012): «In the twentieth century the social gospel and dreams of a more egalitarian society prompted farmers, feminists, intellectuals, and laborers to nurture a healthy strain of social democracy, still largely liberal in its essence, which is currently expressed most clearly by the New Democratic Party<sup>88</sup>».

Le *liberal order framework* offrirait ainsi une façon de concevoir l'histoire du Canada, mais aussi une manière de le penser dans le présent, ce qui n'est pas négligeable. Dans tous les cas, il permet «to say, at least tentatively, "this is Canada"», pour reprendre les mots de Owram. Dans le cadre du présent article, nous voulons examiner si ce *framework* pourrait permettre aux historiens de surmonter les apories contre lesquelles l'historiographie nationale canadienne-anglaise s'est butée historiquement. Nous le pensons donc, conformément à la piste suivie par Conrad, appliqué à l'historiographie nationale du Canada.



Il nous semble d'une part résoudre la question de la nécessaire cooptation de la « nation » ou de la « nationalité » canadienne-française, fondamentale à l'historiographie post-1918. Contrairement au *framework* de transmutation dont se réclamait W. L. Morton et qui impliquait une dualité culturelle préalable, et donc une forme de totalité applicable à la culture canadienne-française, le *liberal order framework*, comme le premier géodéterminisme (Mackintosh, Creighton), inscrit cette différence, parmi d'autres, équivalentes, à l'intérieur du territoire (politique et au sens large, cette fois) canadien.

La dimension culturelle, que le géodéterminisme cherchait à résumer en une expérience commune (de l'économie, de l'environnement physique), y est conceptualisée dans le sens des distinctions entre groupe dominant et groupes subalternes (et de ces derniers entre eux). Elle apparaît comme ontologiquement première (et fondamentale pour le travail d'enquête de l'historien, attentif à la diversité des expériences), si on la ramène à la race, à l'ethnie, au genre, au sexe, à la classe sociale, mais surdéterminée (ou déterminée de l'extérieur) pour la suite. Dans la perspective du *liberal order*, la « culture commune » peut être entendue plus largement comme la tradition philosophico-politique britannique, et le destin commun, comme « l'individu ». Ainsi, la question québécoise ou canadienne-française n'en est plus une, ou plutôt, elle ramène au « *Problem of Canada* ». Par ailleurs, la dimension politique assumée du *liberal order framework* rejette toute discussion sur la problématique de la nordicité des Canadiens (Creighton, W. L. Morton) dans ses marges.

La manière dont le *liberal order framework* permet de concevoir la dimension culturelle a un avantage que présentait déjà les *limited identities*, soit qu'ils banalisent tous deux ce que nous avons appelé l'apparente sécession symbolique des « *French-speaking Canadians* ». Le sujet d'une histoire nationale ne peut être que « la nation » (ou « le peuple »), il ne saurait être dédoublé sans que cela affecte la cohérence du récit. À tout le moins, ce sujet doit incarner une essence, une ipséité racontable, ce que tend à désigner l'expression « canadianisme commun<sup>89</sup> » chez les historiens. Cela n'empêche pas qu'il puisse y avoir des divisions internes au sujet unique, des régions. C'est à ce point de vue que le *liberal order framework* se distingue d'abord des *limited identities* : les siennes sont sociales et humaines, alors que celles de Cook et Careless sont géographiques et spécifiquement canadiennes.

L'aporie particulière des *limited identities* tenait à la difficulté d'envisager à travers elles le « canadianisme commun ». Ce qui expliquerait cela, c'est le fractionnement externe du sujet qu'implique, au départ, cette perspective. Autrement dit, le « canadianisme commun » devient sujet impossible, sans bord, dans la mesure où on cherche à le penser comme « *entity identifiable in its very pluralism* ». Au contraire des *limited identities*, le *liberal*

*order framework* semble admettre plus facilement la réification du Canada comme sujet historique : l'ordre libéral.

Il semble par ailleurs que ce sujet soit d'une substance à la fois assez riche et assez flexible pour servir diverses enquêtes et une pluralité de lectures<sup>90</sup>. À cet égard, il faut noter la distance entre l'interprétation « sociale-démocrate » de Conrad et celle de C.P. Champion<sup>91</sup> qui insiste plutôt sur la britannicité inhérente au *liberal order framework*: « Britishness was, and in some ways remains, a constitutive and animating element deeply embedded in the Canadianism of hybridized individuals and groups of a variety of ethnic backgrounds, not only those of British ethnicity<sup>92</sup> ».

Le *liberal order framework*, depuis son dévoilement dans l'article de McKay au début du XXI<sup>e</sup> siècle, semble être devenu le nouveau sol fertile de l'historiographie nationale au Canada anglais, comblant la place laissée vide par les *limited identities*. La question qui se pose dès lors est la suivante : ce dernier *framework* permet-il de penser concrètement et durablement ce qu'est et a été le Canada en substance, de penser son « unité dans la diversité » ? Il nous semble, au terme de cet article, qu'il s'agisse d'une piste intéressante dans la mesure où le *liberal order framework* contourne efficacement certaines apories inhérentes aux *frameworks* antérieurs de l'historiographie nationale au Canada anglais.

### **Conclusion : le supplément essentiel à l'histoire nationale au Canada anglais**

Cet article ne visait évidemment pas à épuiser la discussion sur la production récente en historiographie nationale au Canada anglais. Nous cherchions plutôt à comprendre, globalement, comment le discours sur le Canada comme nation informait l'historiographie nationale au Canada anglais. Nous avons vu que ce discours était pensé par les historiens comme *framework*. Il est apparu possible de retracer la manière dont le *framework* s'inscrit dans certaines synthèses d'histoire nationale du Canada produites au Canada anglais depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle.

Quant aux règles qui conditionnent le discours sur l'identité du Canada comme nation et l'énonciation du récit national canadien depuis la fin de la Première Guerre mondiale, nous pouvons conclure que les historiens canadiens-anglais ajustent leur perspective en fonction des exigences posées par les événements extérieurs (Traité de Versailles, fin de l'Empire britannique, affirmation nationale des Québécois, grands moments de l'histoire constitutionnelle).

Ce n'est qu'après la Première Guerre mondiale, alors que l'ordre international impose l'adéquation des États aux « lignes des nationalités », que les historiens canadiens-anglais tentent de fondre les composantes française et britannique du Canada en une seule nation. De ces tentatives, se

sont dégagés deux récits dominants : l'un célébrant le compromis et la collaboration des grands hommes politiques canadiens-anglais et canadiens-français dans l'action constitutionnelle, et l'autre qui identifie la géographie physique et économique comme moteur de l'histoire canadienne et nie toute distinction culturelle fondamentale entre Canadiens anglais et Canadiens français.

Il faut attendre l'affirmation politique des Québécois, à partir des années 1960, pour que les certitudes acquises dans l'entre-deux-guerres soient efficacement ébranlées. On trouve là un élément incontournable qui conditionne le récit national canadien : la situation politique interne, qui concerne largement la question du Québec et du Canada français. À la même époque, des historiens développent le modèle des *limited identities* qui veillent à identifier un « canadianisme commun » dans la diversité même du Canada. À partir des années 1990, alors que le Canada se trouve dans une situation de crise constitutionnelle, cette perspective est sévèrement remise en question.

Avec le XXI<sup>e</sup> siècle, les choses se calment à l'est de l'Outaouais, et nous constatons qu'après une traversée du désert de quatre décennies, l'historiographie nationale canadienne-anglaise trouve de nouvelles avenues. Parmi celles-ci, le *liberal order framework* semble répondre adéquatement à certaines apories spécifiques à la problématique du *framework* en historiographie nationale canadienne, cela dans la mesure où le *liberal order* constitue un « canadianisme commun » substantiel, susceptible d'assumer le rôle d'un sujet racontable.

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

1. L'auteur tient à remercier les évaluateurs anonymes pour leurs commentaires fort pertinents ainsi que sa directrice de thèse, Mme Lucia Ferretti, pour les nombreux conseils prodigués.
2. Desmond Morton, « L'histoire nationale est-elle possible au Canada? », dans Robert Comeau et Bernard Dionne (dir.), *À propos de l'histoire nationale*, Sillery, Septentrion, 1998, p. 78.
3. *Ibid.*, p. 79.
4. Desmond Morton, *A Short History of Canada, Sixth Edition*, Toronto, McClelland & Stewart, 2006, 406 p.
5. En cela, nous partageons le point de vue du philosophe Chris Lorenz : « [...] [W]e expect that a history of a collective identity – say of the Canadian nation – will inform us about its origins in time. However, the question “Where did the Canadian nation come from?” already presupposes what must be clarified, that is: the existence of a Canadian nation. » Peter Seixas (dir.), *Theorizing Historical Consciousness*, Toronto, University of Toronto Press, 2004, p. 42.
6. Nous pensons d'abord à ceux de Carl Berger (*The Writing of Canadian History. Aspects of English-Canadian Historical Writing: 1900-1970*, Toronto, Oxford University Press, 1976, 300 p.) et Donald Wright (*The Professionalization of History*

in *English Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, 270 p.). En langue française, on consultera entre autres les articles de Jean-Claude Robert (« La recherche en histoire du Canada », *International Journal of Canadian Studies/Revue internationale d'études canadiennes*, no 1-2, printemps-automne 1990, p. 11-33.), Jean-Paul Bernard (« L'historiographie canadienne récente (1964-1994) et l'histoire des peuples du Canada », *Canadian Historical Review*, vol. 76, n° 3, 1995, p. 321-353) et Laurence Cros (« Nature, histoire et construction nationale au Canada. Une étude des écrits de Harold Innis, Donald Creighton et Arthur Lower », *Études Canadiennes*, n° 62, juin 2007, p. 195-206).

7. Il est courant de définir cette historiographie traditionnelle comme une historiographie « littéraire ». Il nous semble cependant que l'historiographie dite « professionnelle » ne renonce pas aux ressorts fondamentaux de la mise en récit : caractérisation des personnages selon une typologie bon/mauvais, antinomie héro/vilain, usage de réseaux sémantiques mélioratifs (valorisants) ou péjoratifs, d'explicatifs et d'opposition lexicale tendant à la systématisme, fidélité à la structure narrative élémentaire (situation initiale, événement déclencheur, déroulement, dénouement, situation finale), etc. Ce n'est donc pas, à notre sens, la littérarité ou son absence qui marquent la rupture entre l'historiographie professionnelle et l'historiographie traditionnelle. C'est pourquoi nous n'utilisons pas l'expression « littéraire » pour qualifier celle-ci.
8. Cela n'est pas spécifique au Canada anglais, comme en témoigne la critique de Ronald Rudin à propos de l'utilisation d'un modèle du développement normal par les historiens « modernistes » du Québec. Voir Ronald Rudin, *Faire de l'histoire au Québec*, Sillery, Septentrion, 1998, 278 p.
9. Nous pensons notamment à Carl Berger, (*op. cit.*), Gail Cuthbert-Brandt (« Canadian National Histories », *The History Teacher*, vol. 30, n° 2, 1997, p. 137-144.), Joseph Levitt (*A Vision Beyond Reach. A Century of Images of Canadian Destiny*, Ottawa, Deneau, 1982, 237 p.), Doug Owram (*The Government Generation. Canadian Intellectuals and the State*, Toronto, University of Toronto Press, 1986, 402 p.), Harold Troper (« Nationalism and the History Curriculum in Canada », *The History Teacher*, 12, 1, 1978) et Donald Wright (*op. cit.*, 2005).
10. Bien que formé en économie politique (on dirait aujourd'hui « en sciences sociales »), il nous semble juste de considérer ce dernier comme un historien, à la mesure de ses ouvrages.
11. Dans son célèbre discours au Congrès du 8 janvier 1918, le discours des « quatorze points », le président américain Woodrow Wilson fait explicitement référence au principe des nationalités, notamment aux points 9 et 11. Voir *Transcript of President Woodrow Wilson's 14 Points (1918)*, ourdocuments.gov. Le 11 février 1918, Wilson déclare devant le Congrès américain : « National aspirations must be respected; peoples may now be dominated and governed only by their own consent. "Self-determination" is not a mere phrase. It is an imperative principle of actions which statesmen will henceforth ignore at their peril » (*11 February, 1918: President Wilson's Address to Congress, Analyzing German and Austrian Peace Utterances*, gwtpda.org).
12. À cet égard, l'historiographie de l'entre-deux-guerres n'est pas différente de l'historiographie traditionnelle. Exemple parmi d'autres, chez Donald

Creighton et Arthur Lower, les Canadiens anglais, et les Britanniques de façon générale, se distinguent par leur « énergie » et leur esprit d'initiative, alors que les Canadiens français sont définis par leur manque à cet égard. Avant l'Acte d'Union, Creighton fait état pour le Bas-Canada d'une société qui se distingue par son « lack of enterprise and initiative » (*Dominion of the North*, Cambridge, Houghton Mifflin Co., 1944, p. 214), un propos repris par Lower qui indique que les *English* du Bas-Canada « [...] supplied most of the energy and initiative of the province [...] » (*Colony to Nation*, Toronto, Longmans, Green & Co., 1946, p. 219). Ce point de vue fait écho à celui de John Bourinot, qui écrivait à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle que « [...] the surroundings of the habitants gave evidences of their want of energy and enterprise. [...] Nearly 150 000 people of British origin resided in Lower Canada – a British people animated for the most part by that spirit of energy natural to their race » (John Bourinot, *Canada under British rule, 1760-1900*, Cambridge, University Press, 1900, p. 116). Chez Creighton, cette distinction se voit également chez les « half-breeds » : « While the Scots and English half-breeds were often better educated and normally more industrious farmers, the Métis, or French-Canadian half-breeds, were an agreeable, irresponsible, and adventurous lot » (*op. cit.*, 1946, p. 221).

13. W. Stewart Wallace, « The Growth of Canadian National Feeling », *CHR*, vol. 1, no 2, 1920, p. 150.
14. Il suffit de parcourir quelques pages des principaux ouvrages d'histoire nationale du Canada anglais au XIX<sup>e</sup> siècle, ceux de John McMullen (John Mercier McMullen, *The History of Canada from Its Discovery to the Present Time*, Brockville, McMullen & Co., 1855, 506 p.) ou de John Bourinot (*op.cit.*), par exemple, pour comprendre. Chez ce dernier, alors que les Anglais ou les Canadiens anglais auxquels Papineau est confronté sont alternativement « fair-minded » (p. 129), « anxious to act moderately in the limits of the Constitution » (*ibid.*), « compelled by a sense of dignity » (*ibid.*), « thoughtful » (p. 130), « industrious and energetic » (*ibid.*), etc., le chef patriote est décrit comme « brilliant but unsafe » (p. 129), se livrant à de « violent personal attacks » (*ibid.*), un « great agitator » (*ibid.*), « political despot » (p. 130), « an “irreconcilable”, whose vanity led him to believe that he would soon become supreme in French Canada » (*ibid.*), faisant preuve de « demagogism » (p. 131), prompt aux « wordy effusion[s] » (*ibid.*) (les Quatre-vingt-douze Résolutions sont « [...] noteworthy for their verbosity and entire absence of moderate and wise suggestion » (p. 131) et aux « dictation[s] » (*ibid.*), excitant la « popular frenzy » (p. 134), et, crime suprême, « in these resolutions of 1834, there is not a single paragraph or even phrase which can be tortured into showing that the French Canadian agitator and his friends were in favour of responsible government » (p. 130). Il s'agit déjà d'un portrait moins unidimensionnel que celui proposé par McMullen, qui percevait le caractère vicieux du chef patriote jusque dans son apparence physique : « In height he was of the middle size, with features of a Hebrew cast; while his large dark eyebrows, shaded, in a higher arch than common, a keen lustrous eye, quick and penetrating » (p. 392-393).
15. Lower écrit ainsi : « The constitutional struggle in Canada runs until about 1832, after which Papineau becomes so intransigent as to warrant the belief

that he did not wish a solution» (*Colony to nation, op. cit.*, 1946, p. 220). Même jugement chez Creighton: «But as the crisis deepened, as anger flared higher at the failure of each attempt at redress, the moderates were superseded by extremists like Louis Joseph Papineau (*sic*)» (*Dominion of the North, op. cit.*, 1944, p. 235). Le choix du vocabulaire chez W.L. Morton en témoigne également: «For the Reformers were attacking an economic and social system as well as a constitution. Papineau and his radicals were striking at the English bureaucrats, land speculators, seigneurs, mortgage-holders and bankers in their assault on the legislative council» (*The Kingdom of Canada, Toronto, McClelland & Stewart, 1963, p. 240* – nous soulignons).

16. Si, aujourd'hui, le couple Macdonald-Cartier a pris le devant de la scène historique, ce que manifeste entre autres les nouvelles *Minutes du Patrimoine* de 2014 sur le 150<sup>e</sup> des Conférences de Charlottetown et de Québec, notons que dans l'ouvrage d'Arthur Colquhoun sur les *Fathers of Confederation*, publié à la veille de la Première Guerre mondiale, Cartier a droit à trois fois moins de mentions (24) que George Brown (77) ou John A. Macdonald (71). Arthur Colquhoun, *Fathers of Confederation. A Chronicle of the Birth of the Dominion*, Toronto, Glasgow, Brook & Co., 1916, 200 p.).
17. Arthur Lower considérait ainsi que le mot «race» était «often on French lips» (Arthur Lower, «Two Nations or Two Nationalities?», dans *History and Myth. Arthur Lower and the Making of Canadian Nationalism*, Vancouver, University of British Columbia Press, 1975, p. 202). Dans la cinquième édition (1977) de *Colony to Nation*, dans une section ajoutée à l'ouvrage et portant sur les années 1945 à 1963, il témoigne d'une plus grande obsession encore, une obsession criminelle: «Their conception of race has become an obsession and it has been carried to un-Christian and almost Hitlerian intensities.», Arthur Lower, *Colony to Nation*, Toronto, McClelland & Stewart, 1977, p. 564. Donald Creighton déplore en 1937 l'attachement des Canadiens français à leur nationalité: «Sullen, suspicious and unresponsive, the French watch the development of the commercial programme with an apathy which deepened into hatred. They refuse to co-operate in the necessary adjustments. As the pressure upon them mounted, they organized their own defence, employed their most stimulating slogans and appeal to their sacred minority rights.» Donald Creighton, *The Empire of the St. Lawrence. A Study in Commerce and Politics*, Toronto, University of Toronto Press, 2002, p. 154. George Wrong, en 1925, imputait déjà le «problem of uniting French and English in Canada in a single nation» (George Wrong, «The Two Races in Canada», *Report of the Annual Meeting of the Canadian Historical Association/Rapports annuels de la Société historique du Canada*, vol. 4, n<sup>o</sup> 1, 1925, p. 21) au repli du minoritaire Canadiens français: «It is a fact that while, in English-speaking Canada, a considerable number of writers have studied carefully and expressed sympathy with the outlook of the French Canadian, almost none of the French have written similar books in the endeavour to find points of sympathy with the outlook of the English-speaking elements.» *Ibid*, p. 25. En 1929, Frank Underhill jugeait de son côté que les Canadiens français, sous l'égide de l'Église catholique, s'étaient toujours comportés comme un «racial party» (Frank Underhill, «O Canada», *Canadian Forum*,



- n° 9, octobre 1930, p. 198. Berger réfère à cet article dans Carl Berger, *op. cit.*, 1976, p. 64.
18. Arthur Lower, *op. cit.*, 1946, p. 192.
  19. Dans un texte au titre évocateur (*Devenir fédéraliste*), l'ancien éditorialiste de *La Presse*, André Pratte, écrivait ceci : « Le fédéralisme est l'incarnation politique de valeurs profondes : l'appréciation de la diversité ; la conviction que le compromis est une vertu (nous soulignons) plutôt que signe de faiblesse ; la certitude qu'en travaillant ensemble, les individus et les collectivités s'enrichissent mutuellement ; et l'idée que des communautés proches en termes de valeurs et de mode de vie ont le devoir moral de vivre ensemble de manière pacifique, de donner exemple au monde » (André Pratte, « Devenir fédéraliste », *La Presse*, 23 décembre 2013).
  20. Harold Innis, *The Fur Trade in Canada: An Introduction to Canadian Economic History*, New Haven, Yale University Press, 1930, 444 p.
  21. William Archibald Mackintosh, « Economic Factors in Canadian History », *CHR*, vol. 4, n° 1, 1923, p. 12-25.
  22. Guy Stevens Callender, « The early transportation and banking enterprises of the states in relation to the growth of corporations », *Quarterly Journal of Economics*, 17, 1902, p. 111-162.
  23. Frederick Jackson Turner, « The Significance of the Frontier in American History », *Proceedings of the State Historical Society of Wisconsin*, 14 décembre, 1893, p. 199-227.
  24. William Archibald Mackintosh, « Economic Factors in Canadian History », dans William Thomas Easterbrook et Mel Watkins (dir.), *Approaches to Canadian Economic History*, Ottawa, Carleton University Press, 1991, p. 16. Mackintosh paraphrase en fait Turner : « If one would understand why to-day we are a nation, rather than a collection of states, he must study this economic and social consolidation of the country. ». Voir Frederick J. Turner, « The Significance of the Frontier in American History », *Annual Report of the American Historical Association for the Year 1893*, Washington, D.C., American Historical Association, 1894, p. 210. Jack Granatstein, dans son célèbre essai sur l'historiographie au Canada anglais à la fin des années 1990, remettra à jour la formule : « [T]o think of Canada as a nation, as a whole, as a society, and not simply as a collection of races, genders, regions, and classes. ». Voir Jack Granatstein, *Who Killed Canadian History?*, Toronto, Harper Collins, 1998, p. 77. Ce que Mackintosh entend au sujet de ces *racial types* au Canada, dans le cadre de son article, renvoie à des mentions au sujet des « argumentative Scotsmen » (p. 11), « [...] men such as Gourlay and Mackenzie [...] » (*ibid.*) de l'immigration anglaise et irlandaise dont on suppose qu'elle « [...] bring steadier policies » (*ibid.*) et, au Québec, d'une « [...] pioneer community which has failed to rise beyond the stage of primitive diversified agriculture, a self-sufficient, conservative peasantry » (p. 5).
  25. Voir Donald Creighton, *The Commercial Empire of the St. Lawrence, 1760-1850*, New Haven, Yale University Press, 1937, 441 p.
  26. Lower écrit, par exemple, dans *Colony to Nation* que « the traditional English colonial system had been forged by Englishmen for Englishmen, and now it was Englishmen who had ended it [...]. As a consequence of Peel's budget of



- 1846, British America was in that year given a large measure of control over local tariffs, and colonial autonomy in trade began [...], and once freedom of action had been accorded in the sphere of trade, political freedom could not long be withheld [...].», Arthur Lower, *op. cit.*, 1977, p. 263.
27. «The presence of two nationalities in Canada [...] is not a bar to nationhood. And since our form of government represents the popular will, it is obvious that if nationhood was not the desire of most of our citizens, the country could not continue as a political entity» (Arthur Lower, «Calling Our Souls Our Own», *The Listening Post*, mai, 1925, p.10); «[...] [I]t is the British flag, the British connection which appears to keep the country together» (*ibid.*, p. 24).
  28. Dans le prologue qu'il écrit pour la cinquième édition de son ouvrage (1977), Lower souligne que «up to the end of the Second World War, our history had unity and a certain logical quality, for it was, in essence, the story of how a new national state had come into existence. In the last thirty years or so Canada has advanced beyond the threshold of national life [...]».», Arthur Lower, *op. cit.*, 1977, p. xv.
  29. José E. Igartua, *The Other Quiet Revolution. National Identities in English Canada, 1945-71*, Vancouver et Toronto, UBC Press, 2006, p. 192. Cette thèse a été contestée (Voir Christian Paul Champion, *The Strange Demise of British Canada: The Liberals and Canadian Nationalism, 1964-1968*, Montreal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2010, 272 p.).
  30. William Lewis Morton, *The Kingdom of Canada*, *op. cit.*, 1963, 556 p.
  31. William Lewis Morton, «The Relevance of Canadian History», discours prononcé devant la *Canadian Historical Association/ Société historique du Canada*, cha-shc.ca.
  32. À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, les exportations vers les États-Unis (252 milliards de dollars en 1998) dépassaient largement les exportations interprovinciales totales (177 milliards de dollars) et représentait 85% des exportations canadiennes. Voir Blayne Haggart, «Le Canada et les États-Unis: Le commerce, l'investissement, l'intégration et l'avenir», *Statistique Canada*, 2001, <http://publications.gc.ca/Collection-R/LoPBdP/BP/prbo13-f.htm>.
  33. William Lewis Morton, «The Relevance of Canadian History», *op. cit.*, p. 16.
  34. *Ibid.*, p. 18.
  35. Carl Berger, *op. cit.*, 1976, p. 254.
  36. L'expression («*sundering*», en anglais) est de Michael Bliss. Voir Michael Bliss, «Privatizing the Mind: The Sundering of Canadian History, the Sundering of Canada», *Journal of Canadian Studies*, vol. 26, n° 4, 1991-1992, p. 5-17.
  37. Nous pensons notamment aux publications de Michael Bliss (*ibid.*), Philip A. Buckner («“Limited Identities” Revisited: Regionalism and Nationalism in Canadian History», *Acadiensis*, vol. 30, n° 1, 2000, p. 4-15), Jack Granatstein (*op. cit.*, 1998) et Doug Owsram («Narrow Circles: The Historiography of Recent Canadian Historiography», *National History*, vol. 1, n° 1, 1997, p. 5-21).
  38. George R. Cook, «Canadian Centennial Celebrations», *International Journal*, n° 31, 1967, p. 663.
  39. James Maurice Stockford Careless «“Limited Identities” in Canada», *Canadian Historical Review*, vol. 50, n° 1, 1969, p. 1-10.
  40. *Ibid.*, p. 1.

41. James Maurice Stockford Careless, *op. cit.*, p. 4. Pour lui, les vagues successives d'immigrants venus au Canada depuis le XIX<sup>e</sup> siècle se sont réparties et regroupées sur le territoire de façon à dessiner des contrastes entre les différentes régions du Canada, dont la caractéristique fondamentale serait sa « fragmentation ethnique ».
42. Il écrit : « [...] the union of 1867 was in large degree a coming together of regions and so has remained [...] ». *Ibid.*, p. 4.
43. *Ibid.*, p. 6.
44. *Ibid.*, p. 7.
45. *Ibid.*, p. 9.
46. *Ibid.*
47. En ce qui concerne le premier, voir Ramsay Cook, « Identities Are Not Like Hats », *CHR*, vol. 81, n<sup>o</sup> 2, 2000, p. 262.
48. James Maurice Stockford Careless, « Limited Identities – Ten Years Later », *Manitoba History*, vol. 1, n<sup>o</sup> 1, 1980, p. 8.
49. *Ibid.*, p. 7.
50. *Ibid.*, p. 8.
51. Michael Bliss, *op. cit.*, 1991.
52. Jack Granatstein, *op. cit.*, 1998. Doug Owrarn signale (*op. cit.*, 1997, p. 6) que Carl Berger, dans la deuxième édition (1986) de *The Writing of Canadian History*, avait déjà constaté la « [...] destruction of interpretations that had once given meaning to the Canadian experience as a whole » (Carl Berger, *The Writing of Canadian History: Aspects of English Canadian Historical Writing since 1900*, deuxième édition, Oxford University Press, Toronto, 1986, p. 259).
53. Gail Cuthbert Brandt, « Canadian National Histories », *The History Teacher*, vol. 30, n<sup>o</sup> 2, 1997, p. 141.
54. Michael Bliss, *op. cit.*, 1991, p. 9.
55. *Ibid.*
56. Voir *ibid.*, p. 16.
57. « Point-Counterpoint: “Sundering Canadian History” », *Journal of Canadian Studies*, vol. 27, n<sup>o</sup> 2, 1992, p. 127.
58. *Ibid.*, p. 130.
59. *Ibid.*
60. Jack Granatstein, *op. cit.*, 1998, p. ix.
61. *Ibid.*, p. 43.
62. *Ibid.*, p. 44.
63. *Ibid.*, p. 45.
64. Emprunt au titre du célèbre manuel scolaire des années 1960. Voir Paul G. Cornell, Jean Hamelin, Fernand Ouellet et Marcel Trudel, *Canada: Unity in Diversity*, Holt, Rinehart and Winston, Toronto, 1967, 529 p.
65. Doug Owrarn, *op. cit.*, 1997, p. 5.
66. Owrarn et d'autres historiens contemporains (McKay, Greer, Nelles, Conrad, etc.) utilisent l'expression « *framework* » pour désigner un modèle théorique qui permet d'entrevoir le sens de l'histoire canadienne et l'identité du Canada comme nation.
67. Nous pensons notamment à A. Brian McKillop (« Who Killed Canadian History? A View from the Trenches », *CHR*, vol. 80, n<sup>o</sup> 2, 1999, p. 269-299), Bryan D.

- Palmer («Of Silences and Trenches: A Dissident View of Granatstein's Meaning», *CHR*, vol. 80, n° 4, 1999, p. 676-686) et Timothy J. Stanley («Why I Killed Canadian History: Towards an Anti-Racist History in Canada», *Histoire Sociale/Social History*, vol. 33, n° 65, 2000, p. 79-103).
68. A. Brian McKillop, *op. cit.*, 1999, p. 285.
  69. *Ibid.*, p. 297.
  70. *Ibid.*, p. 298.
  71. Ainsi, Lyle Dick a écrit que «the CBC has performed a valuable service to historiography in that its producers have presented a model of a type of national history considered to hold the promise of remedying perceived shortcomings in the discipline» (Lyle Dick, «A New History for the New Millennium': *Canada: A People's History*», *CHR*, vol. 85, n° 1, 2004, p. 87). Pour mieux saisir les enjeux autour de la construction du récit national dans le cadre de cette série télévisée, on consultera à profit le récent ouvrage d'Olivier Côté (*Construire la nation au petit écran*, Québec, Septentrion, 2014, 402 p.).
  72. Roger Riendeau, *A Brief History of Canada*, Markham, Fitzhenry & Whiteside, 2000, 310 p.
  73. Henry Vivian Nelles, *A Little History of Canada*, Toronto, Oxford University Press, 2004, 268 p.
  74. Robert Bothwell, *The Penguin History of Canada*, Toronto, Penguin Canada, 2006, 596 p.
  75. Margaret Conrad, *A Concise History of Canada*, New York, Cambridge University Press, 2012, 330 p.
  76. Henry Vivian Nelles, *op. cit.*, 2004, p. vi.
  77. *Ibid.*, p. viii.
  78. Magda Farhni, «Reflections on the Place of Quebec in Historical Writing on Canada», dans Chris Dummit et Michael Dawson (dir.), *Contesting Clio's Craft: New Directions and Debates in Canadian History*, London, Institute for the Study of the Americas, 2009, p. 10-11.
  79. Ian McKay, «Review: A Little History of Canada», *CHR*, vol. 85, n° 3, 2005, p. 547.
  80. *Ibid.*, p. 548.
  81. Ian McKay, «The Liberal Order Framework: A Prospectus for a Reconnaissance of Canadian History», *CHR*, vol. 81, n° 4, 2000, p. 617-645.
  82. Le lecteur pourra consulter sur ce sujet, entre autres, Jean-François Constant et Michel Ducharme, (dir.), *Liberalism and Hegemony: Debating the Canadian Liberal Revolution*, Toronto, University of Toronto Press, 2009, 471 p.
  83. Ian McKay, «The Liberal Order Framework: A Prospectus for a Reconnaissance of Canadian History», *op. cit.*, 2000, p. 623. Dans le livre de Constant et Ducharme, McKay décrit le concept de «*individual*» propre à cette tradition britannique comme un «abstract term denoting the idealized free-standing entity each person, if suitably purified, rationalized, and "improved" within the state and civil society, might ultimately become» (Jean-François Constant et Michel Ducharme (dir.), *op. cit.*, p. 350).
  84. La notion de «subalterne» renvoie à l'origine aux thèses de Gayatri Spivak, qui situe sa réflexion dans le cadre de la «déconstruction» d'inspiration derridienne. Spivak s'intéresse à la constitution du Sujet occidental et, par voie

de conséquence, à celle de son autre, le subalterne. Pris dans une construction négatrice de sa dignité, le subalterne est appelé à combattre en se déprenant du récit occidental. Parmi les facteurs qui lui permettraient de s'émanciper, Spivak souligne en premier lieu la contribution de la « théorie poststructuraliste française » (Derrida, Deleuze et Guattari, Foucault) qui suppose que « the networks of power/desire/interest are so heterogeneous that their reduction to a coherent narrative is counterproductive » (Gayatri Spivak, « Can the Subaltern Speak? », dans Patrick Williams et Laura Chrisman (dir.), *Colonial Discourse and Post-Colonial Theory: a Reader*, New York, University of Columbia Press, 1993, p. 66). McKay retient la notion et, bien qu'il se défende de vouloir offrir un nouveau « *master narrative* », affirme que, pour le Canada, « there is a liberal-order "bridge" connecting these autonomous subaltern histories of experience and struggle » (Ian McKay, « The Liberal Order Framework: A Prospectus for a Reconnaissance of Canadian History », *op. cit.*, 2000, p. 626).

85. *Ibid.*, p. 623.

86. *Ibid.*, p. 622.

87. Ian McKay, « Canada as a Long Liberal Revolution: On Writing the History of Actually Existing Canadian Liberalisms, 1840s-1940s », *op. cit.*, 2009, p. 348. Nous soulignons.

88. Margaret Conrad, *op. cit.*, 2012, p. 5.

89. Chère à Cook et Careless, on trouvait cette idée déjà formulée dans *Colony to Nation*: « Lord Durham said he came expecting to find a contest of principles and was shocked at finding "two nations warring in the bosom of a single state". Durham prescribed remedies: many have since been adopted, but in fundamental outline the situation has not changed. The two "nations" still struggle, sometimes in polite form, sometimes openly. Under favorable conditions, understanding based on a common Canadianism develops between the more sympathetic spirits of the two races but there is no sign of amalgamation. Racial wars never end: there is no constitutional formula that will solve them » (Arthur Lower, *Colony to Nation*, *op. cit.*, 1946, p. 215.

90. Ce dernier point apparaît essentiel, dans la mesure où d'autres interprétations prêtent plutôt à la contradiction des lectures. Nous pensons notamment, avec McKay, à cette interprétation particulière (nous y associons la partie intitulée *A Final Reflection* dans la synthèse de Riendeau (*op. cit.*, 2000, p. 261 et suivantes), bien que l'ensemble de la synthèse soit plutôt informée par la tradition historiographique canadienne-anglaise, des questions économiques chères à Creighton jusqu'à celles des régionalisme et des *limited identities*, en passant par l'idée de la collaboration et des compromis entre les grands hommes politiques canadiens-anglais et canadiens-français, propre à Lower) « [...] in which Canada exists because it is a tolerant and multicultural beacon of Enlightenment values – in essence, a "Peaceable Kingdom" of reason, harmony, and ethnic accommodation in an often unenlightened world » (Ian McKay, « Canada as a Long Liberal Revolution: On Writing the History of Actually Existing Canadian Liberalisms, 1840s-1940s », *op. cit.*, 2009, p. 347)

91. Christian Paul Champion, *The Strange Demise of British Canada: The Liberals and Canadian Nationalism, 1964-1968*, Montreal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2010, 272 p.
92. *Ibid.*, p. 11.